



L'EPFIF en plein déni de démocratie bafoue le droit à une information libre

Depuis mai 2017, une parcelle cultivée par les citoyens permet d'informer les Franciliens sur le projet CARMA, qui vise à sauver 300 ha de terres menacées de destruction par le mégacentre commercial EuropaCity et une zone de bureaux.

C'est ce droit d'informer, cher aux journalistes et aux lecteurs du journal *Le Monde*, qui est désormais menacé par la demande d'expulsion de la parcelle par l'Établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF).

Le 5 décembre se tiendra l'audience en référé au TGI de Pontoise.

La sommation de l'EPFIF, soutenue par le maire de Gonesse sans la moindre consultation des administrateurs ni délibération du CA de l'EPFIF, représente un déni de démocratie sinon un abus de pouvoir.

En continuant de prendre soin de ce lopin de terre, nous appelons tous les citoyens d'Ile-de-France à refuser un tel détournement de l'argent public organisé par l'EPFIF -sans aucune consultation de son Conseil d'administration- au seul profit du groupe AUCHAN associé au conglomérat chinois de l'immobilier et du divertissement Wanda Group.

Résumé des faits : le 9 mars 2018, trois jours après l'annulation de la ZAC (Zone d'aménagement concerté) du Triangle de Gonesse par le tribunal administratif de Cergy, l'EPFIF sommait le Collectif pour le Triangle de Gonesse « *de quitter et libérer les lieux de toutes personnes et de tous biens, et ce immédiatement et sans délai* ». Les lieux en question sont une parcelle de 1200 m², délaissée depuis de nombreuses années, et sur laquelle le Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG) a organisé le 21 mai 2017 la première Fête des Terres de Gonesse qui a permis à 2 000 personnes venues en famille pour planter, semer et créer là un jardin partagé.

Depuis, des rendez-vous réguliers et événements ont été organisés rassemblant à chaque fois des dizaines ou des centaines de participants. La récolte de courges et de pommes de terre a notamment été offerte à plusieurs reprises sous forme de soupe républicaine.

A l'évidence, l'Établissement public foncier d'Ile de France et le maire de Gonesse ne supportent pas que l'on informe les citoyens de ce qui les regarde. Depuis l'annonce du projet EuropaCity, le maire refuse toute possibilité de réunion publique aux opposants et cherche à empêcher le groupement CARMA, porteur d'un autre projet basé sur la production alimentaire et la création d'emplois de proximité, de faire connaître ses propositions.

Le projet de mégacentre commercial EuropaCity porté par le groupe de grande distribution Auchan et le conglomérat chinois Wanda, dispose lui d'une « maison du projet » située en face de la mairie de Gonesse. Il déploie d'importants moyens de communication.

Demain matin 5 décembre au TGI de Pontoise, nous allons continuer à porter le débat sur les enjeux de politique d'aménagement du territoire, qui concernent l'ensemble des citoyens d'Ile de France. Nous attendons des pouvoirs publics qu'ils s'engagent réellement dans la lutte contre le dérèglement climatique et qu'ils cessent d'artificialiser les rares terres agricoles en périphérie des villes qui sont le dernier espoir des habitants de retrouver un minimum d'autonomie alimentaire.

L'EPFIF ne subit aucun trouble de jouissance. Tout en respectant l'usage précaire agricole de la parcelle, le CPTG et des semeurs volontaires lui donnent une fonction d'expression démocratique.

Le Collectif pour le Triangle de Gonesse, Paris le 4 décembre 2018

Plus d'infos : <http://nonaeuropacity.com/>

Nous contacter : nonaeuropacity@gmail.com